



FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°130

Septembre 2021

Spécial CONGRÈS FSU 94

14, 17 et 18 janvier 2022

Fédération Syndicale Unitaire du 94
EPA, SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNPIEN,
SNUAS-FP, SNUITER, SNUJEP, SNUjpp, SNUPPDEN



Services publics:
des missions



au service de
l'intérêt général



ANI - Pacte de responsabilité - Réduction des dépenses publiques

STOP!

Faites le choix des solidarités, de l'égalité, pas de la fin



Cette rentrée se déroule dans un contexte où des milliers d'Afghan.nes fuient l'arrivée au pouvoir des talibans. La réponse du président affirmant qu'il fallait « se protéger de l'immigration » est indigne et confirme l'extrême droitisation de la parole publique inacceptable en démocratie. Au contraire il faut une politique d'accueil ouverte, solidaire et conforme au droit international.

Face à la crise sanitaire et au nouveau variant, le gouvernement applique une politique autoritaire et répressive en instaurant le pass sanitaire. Le pass n'est ni plus ni moins que l'ordolibéralisme appliqué au domaine sanitaire : on n'impose rien mais on met en place des mécanismes qui forcent la main aux individus formellement toujours « libres et responsables » de leurs choix.

D'un autre coté le drame qui se déroule dans les DROM notamment aux Antilles et dans de nombreux pays du Sud démontre la catastrophe sanitaire et sociale à laquelle aboutit la faible couverture vaccinale face au variant delta.

A l'inverse de cette politique libérale et autoritaire, il faut la levée des brevets sur les vaccins permettant la généralisation de la vaccination au niveau mondial. C'est la seule réponse adéquate face à cette pandémie pour éviter la mutation du virus. Ce qu'il faut, c'est une réponse solidaire et internationale contre la logique des profits poussée par les actionnaires des grands laboratoires qui, non contents d'augmenter le prix des vaccins, se réjouissent à l'idée de fournir toujours plus de doses aux pays riches.

A l'inverse de cette politique libérale et autoritaire, il faut une véritable campagne d'éducation populaire, seule à même de faire reculer les théories irrationnelles.

A l'inverse de cette politique libérale et autoritaire, il faut des moyens pour les Services Publics. C'est de longue date que la FSU affirme la nécessité de moyens supplémentaires à l'hôpital public et des moyens matériels supplémentaires dans les établissements, comme par exemple des purificateurs d'air. Il faut aussi une campagne de vaccination au plus près de la population sur le temps et les lieux de travail ou à proximité du domicile afin de permettre un accès réel au vaccin quelle que soit sa situation sociale.

Dans l'éducation nationale, la rentrée est aussi marquée par cette politique libérale. La casse continue avec 1883 emplois supprimés dans le second degré en France, avec la réduction des postes au concours, avec 2300 contractuels licenciés sur l'académie de Créteil... Un appel intersyndical FSU CGT FO Sud est déjà lancé pour le jeudi 23 septembre pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires et les conditions de travail. L'intersyndicale appelle à poursuivre ces actions en particulier dans le cadre d'une mobilisation interprofessionnelle le mardi 5 octobre.

Cette année sera donc une année de combats ! C'est aussi une année de congrès pour la FSU. Les vendredi 14, lundi 17 et mardi 18 janvier 2022 se tiendra le congrès départemental auquel nous vous attendons nombreuses et nombreux !

■ Cécile Quinson et Catherine Anglesio

Congrès départemental

vendredi 14, lundi 17 et mardi 18 janvier 2022

Le congrès départemental de la FSU du Val-de-Marne, préparatoire au congrès national, se tiendra à la maison des syndicats de Créteil. Les textes soumis au congrès sont divisés en quatre thèmes :

EDUCATION, FORMATION ET RECHERCHE

Continuer à militer pour construire un plan ambitieux pour l'école, combattre les inégalités sociales et territoriales, analyser le désengagement de l'Etat et sa régionalisation, mais aussi missions, statuts des personnels, conséquence des réformes des lycées, du bac, de la formation, de l'entrée à l'université...



LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE

Défendre et promouvoir les Services Publics, biens collectifs, qui assurent des missions essentielles. Analyser la casse des Services Publics notamment dans le contexte de la crise sanitaire. Agir et rassembler pour une autre politique et pour faire valoir les droits et revendications des personnel.les.

ALTERNATIVES SOCIALES, ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Analyse du néo-libéralisme et de ses effets, regards sur la crise sanitaire, sociale, écologique et climatique. Propositions en terme d'emploi, salaire, protection sociale, retraites, fiscalité, en intégrant la problématique environnementale. Questions des droits et des libertés, politiques sécuritaires, droits des peuples.



SYNDICALISME

Conséquences de la politique actuelle sur le syndicalisme et des attaques sans précédent qu'il subit, spécificités de la FSU. Quel rôle dans les futures instances ? Quel fonctionnement avec le nouveau Conseil Départemental ? Quelles alliances syndicales à mettre en œuvre ? Fonctionnement interne de la FSU.

Les commissions préparatoires aux quatre thèmes se tiendront à la maison des syndicats :

Le **MARDI 7 DECEMBRE** (thème 3 de 17h à 19h et thème 1 de 19h à 21h)

Le **JEUDI 9 DECEMBRE** (thème 2 de 17h à 19h et thème 4 de 19h à 21h)

Les syndicats de la FSU sont pour la plupart organisés en « courants de pensées ». Afin de préparer le vote qui se déroulera du 4 novembre au 25 novembre 2021 pour renouveler les instances départementales, vous trouverez dans ce journal les appels à candidature pour rejoindre les listes de différents « courants de pensées ».



« Construire ensemble un syndicalisme de transformation pour le progrès social et l'écologie »

Dans la plupart des syndicats de la FSU, des courants de pensée existent. Au sein de la FSU, « Unité et Action » (UA) est le courant majoritaire.

Ces courants de pensée correspondent à des orientations syndicales qui, sans être radicalement différentes, divergent sur certains points ; pour exemple, doit-on ou non siéger dans les instances pour y défendre nos revendications ?

UA veut poursuivre la réflexion et être force de propositions dans le respect des autres courants de pensée et de tous les syndicats qui composent la FSU.

Pour UA, il faut continuer d'investir les lieux de négociations à tous les niveaux, du lieu de travail aux ministères, tout en construisant conjointement un rapport de force qui permette de faire avancer les revendications.

Notre objectif de progrès social ne pourra pas aboutir sans le développement d'un syndicalisme de masse et la construction d'actions les plus unitaires possibles. C'est pourquoi, revendications et modalités d'action doivent être élaborées démocratiquement par les adhérent-e-s de nos syndicats ; en ce sens, nous défendons la conception d'un syndicalisme ancré sur nos métiers, force de propositions et de résistance pour les personnels, les services publics et la laïcité.

UA revendique un autre partage des richesses au service du progrès social et écologique. Dans ce cadre, nous avons la volonté de :

- Défendre et développer les services publics pour répondre aux besoins de tous et toutes sur tout le territoire
- Agir pour un service public laïc d'Education Nationale qui assure la réussite de toute.s les jeunes et pour une recherche publique ambitieuse répondant aux besoins sociaux et écologiques de notre société
- Obtenir une politique sociale ambitieuse, avec notamment la fin de la précarité, la défense des statuts, une protection sociale de haut niveau pour toute-s, la lutte contre l'appauvrissement des retraités (abrogation des réformes régressives votées depuis 1993), l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail...
- Défendre et développer les droits et libertés, combattre les inégalités et les discriminations, et lutter contre les politiques de répression et de stigmatisation.

Si vous souhaitez vous investir dans la vie démocratique de la FSU94 au sein d'Unité et Action, envoyez votre candidature sur la liste UA à dsablic@free.fr



Pour un syndicalisme de luttes sociales

Avec ses centaines de milliers de victimes, la pandémie est un révélateur des inégalités à l'échelle mondiale : la vaccination universelle est une urgence. La crise climatique est manifeste ! Plus que jamais : « fin du monde, fin du mois, même combat ! »

La menace fasciste se rapproche. Elle est légitimée par ce pouvoir libéral autoritaire qui restreint les libertés démocratiques, elle est nourrie par les politiques créant la misère sociale et renforcée par de nombreux médias. Les slogans et sa présence dans des manifestations anti-vax donne des ailes à l'extrême-droite. Pour l'École émancipée, la FSU doit s'impliquer dans une mobilisation la plus large possible contre ce danger.

Tracer un chemin pour une autre société

Sans arracher une victoire franche, le mouvement social et syndical a largement pesé dans l'opposition à Macron. Les grèves et les manifestations contre le projet des retraites, les mobilisations féministes, pour les droits des migrant-es, les mouvements de défense des services publics, dont celui de l'éducation, contre les violences policières et le racisme ou les marches pour le climat ont marqué ces deux dernières années.

Dans le Val de Marne, les syndicats de la FSU ont mobilisé les personnels, notamment précaires, pour un plan d'urgence et la défense du statut. Notre fédération a été présente lors de toutes ces manifestations.

Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale a largement contribué à impulser ces dynamiques de mobilisations. La FSU doit développer ses liens avec la CGT et Solidaires. Au delà de l'unité d'action la question d'un nouvel outil syndical est posée. La FSU s'est aussi engagée dans la construction de « Plus jamais ça », réunissant associations et syndicats dans des luttes sociales et environnementales.

L'École émancipée contribuera dans les luttes et au prochain congrès afin que la FSU poursuive dans cette voie d'un autre projet de société, social, écologiste, féministe et antiraciste.

Premier-es signataires

- ☞ ANDRES Julia (SNUipp-FSU)
- ☞ ANGELINI Dominique (SNUipp-FSU)
- ☞ BERREBI Matthew (Snes-FSU)
- ☞ BOURRET Sandrine (Snes-FSU)
- ☞ DEBOISE Ariane (SNUipp-FSU)
- ☞ GUINTRAND Thierry (SNUipp-FSU)
- ☞ HEURTEBIZE Hervé (Snuter-FSU)
- ☞ MICHELETTA Cyrille (SNUipp-FSU)
- ☞ TRARIEUX Magalie (SNUipp-FSU)
- ☞ TREILLET Stéphanie (Snesup-FSU)
- ☞ VASLOT Véronique (Snuter-FSU)

Contact avec la liste à l'initiative de l'ÉE (École émancipée) et hors tendance : trarieuxmagalie@gmail.com



Stopper Macron et son gouvernement !

Macron et son gouvernement n'a pas modifié sa politique depuis la crise sanitaire. Il s'appuie dessus pour aller plus loin dans ses attaques contre les salariés. L'exécutif UA-EE s'est révélé incapable de stopper son offensive, se contentant de cogérer la gestion de la crise sanitaire sans mettre en avant les revendications des personnels. La FSU se doit d'organiser la mobilisation et la résistance face à ces attaques. Pour cela, plusieurs conditions sont nécessaires :

Défendre enfin des revendications claires et unifiantes :

- **Défense de l'hôpital public**, arrêt des fermetures de lits, création des postes et des lits à hauteur des besoins,
- **Abrogation de la loi de transformation publique 2022**, réemploi et titularisation immédiate et sans condition des précaires, maintien des CAP, CHSCT, du recrutement par concours, pas de salaire au mérite ni mobilité forcée.
- **Abrogation des contres réformes Blanquer**, abandon de la mise sous tutelle des enseignants, défense de la liberté pédagogique des enseignants.
- **Mettre fin au blocage des salaires**, rattrapage du traitement des fonctionnaires, augmentations uniformes (400 €) des minimas sociaux, retraites et salaires (1700 € minimum).
- **Retrait définitif du projet Macron de retraites à points**, défense du code des pensions, des retraites par répartition de la sécurité sociale : annulation des régressions précédentes ; retraites à taux plein après 37,5 annuités pour tous ; sécu à 100%.
- **Retrait des mesures liberticides contre les droits des salariés**, retrait du passe sanitaire et abrogation de l'état d'urgence sanitaire.

En finir par conséquent avec les multiples réunions dites « de dialogue social », qui cautionnent les projets gouvernementaux, désarment les mobilisations et font perdre du temps, alors que nous devons informer sur les attaques et organiser les mobilisations.

Contribuer enfin à construire un rapport de force à la hauteur, et pour cela

- permettre aux personnels de s'approprier et contrôler démocratiquement leurs mobilisations au travers de collectifs de lutte, d'AG d'établissements élisant des délégués, se coordonnant à l'échelle locale et nationale
- favoriser les convergences, avec comme perspective un combat d'ensemble contre la politique de Macron.

Pour mettre en pratique ce projet syndical,

Rejoignez la liste Émancipation

(contact : Quentin Dauphiné : quentin.dauphine@emancipation.fr)



Le 5 octobre : mettre un coup d'arrêt aux régressions sociales !

Les Unions Régionales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL d'île de France appellent à mobiliser l'ensemble des travailleurs-ses, jeunes, retraité.es, du public comme du privé le 5 octobre par la grève et les manifestations.

Depuis 18 mois, le gouvernement et le patronat utilisent la crise sanitaire pour accélérer la remise en cause des conquises sociaux, du droit du travail et des libertés individuelles et collectives, provoquant un accroissement des inégalités et de l'exclusion sociale.

Les Unions Régionales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL d'île de France réaffirment leur opposition à un passe sanitaire comme nouvel outil législatif permettant le fichage et la poursuite de la casse du code du travail et des droits des salarié.es, par lequel le gouvernement essaye de faire oublier sa responsabilité face à son incurie en matière de santé publique et face à la poursuite de la casse de l'hôpital public et des services publics (en Île-de-France, les hôpitaux Bichat et Beaujon sont menacés de fermeture, des centaines de lits ont été fermés à l'Hôtel Dieu, à Avicenne, etc.) ; et exigent qu'il n'y ait aucune sanction contre les salarié.es.

Elles combattent avec véhémence toutes les récupérations de la part de l'extrême droite et d'une poignée d'antisémites des mobilisations en cours. Les réactionnaires ne sont pas les bienvenu.es.

Elles exigent la levée des brevets sur les vaccins comme sur les traitements contre la Covid et en permettre l'accès à tous et toutes en France comme à l'échelle mondiale, ainsi que des moyens pour la recherche publique.

Elles dénoncent l'utilisation de la précarité pour mettre en concurrence les salarié.es, (pour la rentrée scolaire, ce sont plus de 5000 contractuel.les qui ne sont pas renouvelé.es dans l'Education Nationale). Pour les étudiant.es l'investissement dans les aides directes a baissé ces dernières années, le dernier recul étant celui de la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous.

Elles exigent l'abandon des contre-réformes de l'assurance chômage qui devraient rentrer en vigueur le 1^{er} octobre prochain et des retraites qui revient à l'ordre du jour des réformes gouvernementales : Toutes les organisations syndicales ont signifié leur refus de s'engager dans une énième concertation sur la question. Le chef de l'Etat y répond par une provocation en évoquant son intention de faire disparaître les régimes spéciaux de retraite. Si une telle mesure était mise en œuvre, les URIF appelleraient les salarié.es à la combattre avec détermination.

Elles invitent les salarié.es, dans les entreprises, les administrations, les services, à



Le 5 octobre : mettre un coup d'arrêt aux régressions sociales !

Les Unions Régionales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL d'Île-de-France appellent à participer à toutes les mobilisations sociales en cours s'inscrivant dans un processus de lutte visant à bloquer la politique de régression sociale du gouvernement, notamment à la grève du 23 septembre dans l'éducation nationale et à la manifestation du 1^{er} octobre des retraités.

Elles exigent :

- ⇒ L'augmentation des salaires, du SMIC et des grilles de classifications, du point d'indice de la fonction publique, des pensions, des minima sociaux et des bourses d'études.
- ⇒ De vrais emplois, avec de vrais salaires pour toutes et tous, avec la revalorisation des métiers dit de première ligne ainsi que l'égalité professionnelle femmes/hommes.
- ⇒ L'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage.
- ⇒ L'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au code du travail et aux garanties collectives.
- ⇒ La fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et dans la fonction publique et un renforcement de leurs moyens.
- ⇒ La conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- ⇒ Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail, à commencer par l'abrogation de la loi « sécurité globale » et des décrets « sécurité intérieure »
- ⇒ L'arrêt de la précarisation de l'emploi et de la vie des jeunes en formation ainsi qu'une réforme ambitieuse des bourses scolaires.
- ⇒ Le rétablissement pour les jeunes du repas à un euro.

**Manifestation interprofessionnelle unitaire le 5 octobre à
14h – place de la République**